

Pour mettre en commun
nos savoirs, nos idées,
nos valeurs.
Pour agir ici,
maintenant,
ensemble.



Éditorial

Il nous a semblé judicieux de proposer un numéro spécial de L'Estafette, plus court que d'habitude, avant la votation du 13 juin prochain.

En effet, les deux initiatives touchant l'agriculture qui seront soumises au corps électoral à cette date font l'objet d'une campagne passionnelle. C'est qu'elles touchent aux rapports entre les paysannes et les paysans et celles et ceux qui consomment l'alimentation produite par les premiers. Ces deux initiatives révèlent l'éloignement toujours plus grand entre les productrices et les producteurs et les mangeuses et les mangeurs. Depuis l'origine de Tournerêve, nous luttons contre cet éloignement, contre cette fracture. Nous cherchons, chaque fois que c'est possible, à améliorer la compréhension, à expliquer les problématiques des uns et des autres.

C'est pourquoi L'affaire Tournerêve ne limite pas son offre à des produits issus de l'agriculture biologique : nous préférons améliorer ensemble nos pratiques en respectant les rythmes et les possibilités de chacune et de chacun, de chaque ferme

dans sa situation particulière. Cette approche nous a permis de modifier des modes de production petit à petit, au point que la production biologique représente aujourd'hui une majorité de fermes au sein de Tournerêve.

L'industrialisation de l'agriculture s'est faite à marche forcée dans les années 1950, sans concertation, sans considération pour le sens du travail, pour les liens sociaux, pour la dignité des productrices et des producteurs. Nous avons du mal à croire que la sortie de l'agriculture industrielle puisse se faire dans les mêmes conditions, et, à la fois, nous comprenons l'impatience des mangeuses et mangeurs toujours majoritairement livrés à l'opacité de la grande distribution.

Le débat virulent qui nous est imposé ne ressemble pas à notre projet. Nous ne vous dirons donc pas quoi voter. Vous trouverez sur ce feuillet de quoi vous informer, construire votre opinion. Surtout, nous voudrions qu'au lendemain du 13 juin, quel que soit le résultat du vote, il soit encore possible de se parler entre paysan.ne.s et mangeuses et mangeurs.

Frédéric Deshusses, Tournerêveur

Initiatives agricoles, de l'intention à la cohérence. Et si nous partagions l'intention ?

Si, par un vote ou l'expression d'une opinion, nous souhaitons introduire un changement, ne devrions-nous pas aussi réfléchir sur l'importance de mettre en cohérence nos positions et nos comportements individuels ?

- Limiter notre impact CO2 en raisonnant nos déplacements,
- Limiter les déchets et substances nocives que nous générons, etc.

Autant de vœux pieux qui devraient nous interpeller ! Souvent, cependant, entre nos prises de positions et nos actes, il est difficile de trouver la cohérence qui nous renforcerait dans notre rôle d'acteur responsable ?

Partant de ce postulat, le prix à payer correspondrait au moins à l'effort à consentir pour changer nos habitudes tout en restant inférieur au coût réel des dommages causés par le non-changement. En ce qui concerne notre alimentation si l'intention plébiscite :

- des aliments suisses,
- bio,
- respectant l'environnement,

aujourd'hui l'incohérence citoyenne veut que la production de ces aliments plafonne à environ 10% de la consommation globale !

Qui veut donc, pour consommer de manière responsable et solidaire, raisonner au-delà de son propre intérêt ?

La responsabilité sociétale de l'individu ne se réduit pas à une stigmatisation sur un groupe, une industrie, une profession, un individu. Nous sommes les parties d'un tout et en cela responsables d'ouvrir le dialogue qui permettra à l'autre d'exprimer ses arguments, en débattre et tendre vers un consensus en bonne intelligence.

Hélas, les outils modernes de « *communication* » ne nous aident pas à aller dans ce sens, eux qui permettent :

- de s'abstraire du débat sous couvert de l'anonymat,
- de lancer des idées mal documentées en les érigeant comme vérités, ne laissant plus la place au véritable débat.

Cette info « cash » et sans objectivité appauvrit notre société en la replongeant dans des dogmes destructeurs. La colère, l'intolérance, la fermeture à l'autre n'ont jamais abouti sur des changements positifs. Platon l'avait bien compris, lui qui combattait les sophismes ces arguments fallacieux visant à tromper l'interlocuteur !

Pourquoi cela changerait-il après le 13 juin, et dès lors, comment partager les responsabilités de la situation que nous vivons tous, citoyens consommateurs comme citoyens paysans ?

La question vous est posée ?

Jacques Petitpierre et Bertrand Favre

Les deux initiatives

Intitulé du texte	Eau potable propre	Initiative sur les pesticides
Mesure touchant l'agriculture en Suisse	Exclusion des paiements directs pour les paysan.e.s qui emploient des pesticides.	Interdiction de l'emploi de pesticide de synthèse dans la production et la transformation des produits agricoles et dans l'entretien du territoire.
Mesure touchant l'agriculture en Suisse	Détention d'animaux possible seulement si le fourrage est produit à 100 % sur la ferme	
Mesure touchant les importations	Aucune	Les importations de produits agricoles contenant des pesticides de synthèse ou pour la production desquels des pesticides de synthèse ont été utilisés sont interdites.
Mesure touchant les importations	Aucune	Les possibilité d'importer des produits agricoles contenant ou ayant été produits avec des pesticides de synthèse est fortement limitée pendant la période de mise en œuvre.
Délai de mise en œuvre	Huit ans	Dix ans
Position d'Uniterre	Non	Liberté de vote
Position du MAPC	Non	Oui

À lire :

Prise de position d'Uniterre : <https://tinyurl.com/uniterre-init>

Prise de position du MAPC : <https://tinyurl.com/mapc-init>

Prise de position de Bio Suisse (résumé) : <https://tinyurl.com/biosuisse-init>